

**Alphabétisation et bilinguisme
dans la nouvelle économie**

Rapport final de productivité

Normand Labrie et al.

CREFO

Centre de recherches en éducation franco-ontarienne

252, rue Bloor Ouest, bureau 6-104

Toronto (Ontario) M5S 1V6

Tél: (416) 923-6641

Télec: (416)926-4714

Courriel : crefo@oise.utoronto.ca

Web : <http://www.oise.utoronto.ca/crefo>

Décembre 2000

Partie A - Compte rendu

1) Objectifs

Notre objectif dans cette étude était d'expliquer quels sont les défis que rencontrent trois communautés francophones en Ontario, de la Péninsule de Niagara, du comté de Simcoe et de la région du Grand Toronto métropolitain, face aux changements engendrés par ce qu'il est convenu d'appeler la mondialisation, et comment les membres de ces communautés utilisent leurs ressources linguistiques pour s'intégrer socialement et professionnellement dans une économie en voie de transformation. La mondialisation se traduit en effet par le développement du secteur tertiaire, où l'économie repose sur l'échange des services et de l'information, ce qui suppose de nouveaux types de compétences langagières et une nouvelle valeur accordée au bilinguisme.

2) Avancement des connaissances

Notre approche théorique et conceptuelle s'est inspirée de celle développée dans le cadre du projet de recherche « Prise de parole » (CRSHC 410 - 97 - 0289) Dans le cas de cette étude sur le bilinguisme et l'alphabétisation, l'observation dans les milieux où se trouve la clientèle réelle ou potentielle des organismes d'alphabétisation nous a permis de capter les discours portant sur la valeur des ressources linguistiques des francophones, sur les pratiques sociales liées à la recherche d'emploi et à la formation, ainsi que sur les pratiques langagières liées à l'exercice du travail. Nous avons considéré l'alphabétisation comme source d'accès à des savoirs devenus importants compte tenu des transformations politiques, sociales et économiques. C'est pourquoi nous nous sommes intéressés plus particulièrement au discours sur la communication, sur les pratiques du français à l'oral et à l'écrit, sur les pratiques bilingues et sur la valeur accordée aux variétés de langues. Nous avons cherché dans les discours produits par les divers acteurs sociaux des trois régions, ce qui est semblable et ce qui est différent, afin de dégager les représentations sur les pratiques langagières et sociales relatives à l'accès et à l'exercice du travail prenant la forme de discours dominants et de discours marginalisés, et afin de voir comment les producteurs de discours des trois régions se positionnent par rapport à ces représentations.

Sur le plan méthodologique, nous avons constitué une base de données discursives qui nous a permis d'appréhender les représentations et les positionnements individuels et collectifs. Pour ce faire, nous avons opté pour une analyse qualitative et autant que possible pour une approche ethnographique, en nous servant de techniques d'observation et de techniques d'entrevues, ainsi que de la cueillette de documents. L'analyse des discours produits par des acteurs sociaux dans trois régions nous a permis de mieux comprendre 1) en quoi les changements dans la structure socio-économique sont liés aux pratiques sociales et langagières des acteurs sociaux ; 2) comment ces derniers exploitent leurs ressources linguistiques pour s'intégrer socialement et professionnellement pour faire face aux changements socio-économiques ; et 3) en quoi cela peut influencer la reproduction sociale de la communauté linguistique.

Dans la Péninsule de Niagara, la mondialisation de l'économie se traduit notamment par l'expansion des marchés à l'échelle nationale canadienne et à l'échelle internationale. L'un des secteurs économiques les plus touchés est celui des services à la clientèle, cependant les emplois dans ce secteur tendent à être temporaires, saisonniers et relativement peu rémunérés. Dans ce secteur économique en pleine expansion, la compétence à communiquer constitue un élément essentiel, que se soit en termes de relations publiques (savoir s'exprimer), en termes de bilinguisme français-anglais, ou même de plurilinguisme. La communication requiert un niveau élevé de compétences, de qualifications et de formation. La communication vise d'abord et avant tout l'établissement de rapports humains et professionnels entre l'entreprise et la clientèle. Les pratiques langagières à l'oral nécessitent à la fois la compétence dans des variétés de langues, notamment le français standard (ou du moins la maîtrise de procédures standardisées), en même temps qu'une flexibilité afin de s'adapter à des interlocuteurs

Partie A - Compte rendu

possédant diverses variétés de langues. L'écrit occupe moins d'importance dans les entreprises de services ; toutefois, la communication entre l'entreprise et la clientèle est de plus en plus susceptible de se faire au moyen du courrier électronique dans un proche avenir, et l'on prévoit un accroissement des besoins de main d'oeuvre qualifiée pour se servir de ce médium, qui requiert non seulement le bilinguisme, mais aussi le bilettrisme. L'écrit serait également requis dans les institutions et les associations francophones. Pour toute autre activité commerciale où un français écrit de qualité est requis, l'on fait généralement affaire à des sous-traitants (spécialistes de la traduction ou du français) locaux ou de l'extérieur, notamment du Québec. Les attentes envers les qualifications des employés en termes de bilinguisme et de bilettrisme varient donc selon que les langues servent d'outils de communication (ce qui vise surtout la langue orale pour la vente), ou selon que la langue constitue l'une des composantes des produits commerciaux (ce qui vise surtout la langue écrite). Par ailleurs, le bassin local de population bilingue détenant le type de compétences recherchées semble, de l'avis des employeurs de la région, en voie de se tarir, ce qui pourrait s'expliquer d'une part par des exigences normatives éloignées des ressources linguistiques les plus répandues au sein de la population francophone locale, et d'autre part par le fait que les personnes qui détiennent le capital linguistique recherché préfèrent rentabiliser ce capital dans d'autres types d'activités professionnelles mieux rémunérées ou plus valorisantes (parfois ailleurs, notamment en milieu urbain comme Toronto). Selon les employeurs et les agents d'emploi, compte tenu de la croissance économique actuelle, les besoins en matière de main d'oeuvre peuvent être comblés de deux façons, à savoir, par la formation des sans-emplois, ou encore par l'apport d'une main d'oeuvre de l'extérieur, en provenance d'autres régions de l'Ontario, notamment du Nord, d'ailleurs au Canada, ou de l'étranger. Toutefois, compte tenu de l'aspect précaire des emplois dans le domaine des services et du faible niveau de rémunération, il pourrait être difficile d'attirer des francophones d'autres régions du Canada ou de l'Ontario.

Dans la région de Simcoe, la communauté francophone du Nord est constituée sur la base de réseaux familiaux et communautaires, qui se trouveraient présentement menacés par la mondialisation, compte tenu de la normalisation des pratiques professionnelles. La langue française est requise pour les emplois dans les institutions francophones ainsi que dans le monde associatif, pendant que le bilinguisme sert dans les services (banques, assurances, etc.) ; le type de compétence linguistique utile concerne d'abord et avant tout une capacité de mener des communications orales soit en français, soit en anglais, selon la langue privilégiée par le client. La mondialisation constitue en quelque sorte pour les personnes interviewées une menace pour le maintien des réseaux de solidarité en raison des pratiques sociales et professionnelles qui subissent un processus de normalisation, tandis que la mobilité géographique et la possibilité de se déplacer, comme condition à la mobilité sociale, suppose un certain renoncement au réseau de solidarité familiale, communautaire et institutionnel de la communauté francophone, d'où une transformation des conditions de la reproduction sociale de la communauté linguistique. Quant aux francophones du Sud de Simcoe, on retrouve une population d'installation relativement récente qui s'est déplacée vers Barrie pour des raisons professionnelles et qui possède davantage de formation. Ici, la mobilité géographique qui découle de motivations professionnelles rend possible l'émergence d'une nouvelle communauté francophone. Avec l'accroissement de la population francophone, une connaissance du français à l'oral est valorisée depuis peu dans les commerces de proximité tant par les clients que par les employeurs, pendant que le développement du secteur des services dans une économie mondialisée valorise également des compétences bilingues à l'oral (de telles compétences facilitent l'accès à l'emploi, bien qu'elles se limitent généralement aux services à la clientèle).

la région de Toronto constitue un pôle d'attraction compte tenu de la disponibilité d'un grand

nombre d'emplois qualifiés, pour lesquels toutefois la langue française importe peu. Ceci dit, il existe tout de même un bon nombre d'emplois dans la région de Toronto qui exigent une connaissance du français, ou pour être plus précis qui exigent le bilinguisme, c'est-à-dire une connaissance du français en plus de la connaissance de l'anglais. Il s'agit d'emplois dans la fonction publique et dans les services publics, ainsi que dans l'entreprise privée. La présence d'un bassin important de francophones donne naissance à des besoins de services en français sur le plan éducatif, de la santé, des services de garde, dans le monde communautaire, etc., d'où l'existence d'emplois dans ces services, qui constituent souvent les seuls environnements de travail où la langue française domine. La migration vers Toronto touche divers types de personnes. Premièrement, on peut parler d'ouvriers ou d'employés qualifiés originaires de diverses régions du Canada à la recherche d'un avancement professionnel, et dont le processus de migration s'explique en partie par la tertiarisation de l'économie et par l'urbanisation. Deuxièmement, on rencontre régulièrement des francophones originaires de milieux franco-dominants du Québec ou de l'Acadie qui affirment être venus à Toronto dans l'intention d'apprendre ou de perfectionner l'anglais, ou encore pour des raisons sociales et personnelles (par ex: suivre un conjoint). Troisièmement, et c'est là l'un des traits marquants pour la région, on estime que près de la moitié des francophones dans la région de Toronto sont issus de l'immigration, certains étant passés au préalable par le Québec. Des gens originaires des Caraïbes, d'Afrique du Nord ou d'Afrique sub-saharienne, se déplacent vers Toronto parce que le chômage y est moins élevé et qu'il serait plus facile d'y trouver de l'emploi. A part cet attrait économique, il y a aussi le sentiment d'être moins marginalisé à Toronto qu'ailleurs au Canada en raison du multiculturalisme, qui y est plus généralisé. Malgré la disponibilité d'emplois et l'environnement davantage multiculturel, les nouveaux arrivants francophones rencontrent des difficultés sur le marché du travail, que l'on peut expliquer par des facteurs de discrimination systémique, compte tenu du fait que les qualifications obtenues à l'étranger ne sont pas reconnues par les corporations professionnelles et par les employeurs canadiens, et compte tenu du fait que les employeurs exigent souvent une expérience de travail au Canada. La maîtrise de l'anglais constitue en outre une exigence, pas toujours remplie par les nouveaux arrivants francophones du moins lors de leurs premières années à Toronto. Il existe donc une inadéquation entre les politiques gouvernementales ouvertes à l'immigration de gens qualifiés et les réalités sociologiques du marché du travail. Nous avons observé qu'en l'absence de contrôle sur des facteurs de discrimination systémique propres au marché du travail, affectant aussi bien les nouveaux arrivants que les jeunes adultes dont les parents ont immigré, l'une des stratégies consiste à investir dans la formation comme unique contrôle sur sa destinée. On observe une réelle boulimie de formation allant des cours de langue, à l'obtention de diplômes universitaires, en passant par des formations de toutes sortes dans des instituts privés. Les agences d'alphabétisation constituent alors un point de chute pour les francophones les plus vulnérables sur un marché du travail axé sur les qualifications professionnelles et sur la maîtrise de l'anglais, à savoir les réfugiés et les femmes ayant connu une sous-scolarisation, certaines d'entre elles choisissant de s'alphabétiser en français dans le but de pourvoir à l'éducation de leurs enfants inscrits dans des écoles de langue française.

Cette comparaison de la Péninsule de Niagara, de la région de Simcoe et de Toronto nous montre que la mondialisation favorise le développement des services à la clientèle, ce qui suppose une importance accrue pour la capacité de communiquer, principalement à l'oral. Chez les francophones, la réserve de main d'œuvre qui se trouve sans emploi, fait face à divers défis, non seulement en termes de formation, d'alphabétisme, de bilinguisme ou de bilettrisme, mais aussi lorsqu'il s'agit de se procurer l'équivalent d'un diplôme d'études secondaires, ou de lire preuve de mobilité, soit en se relocalisant pour un emploi, soit en effectuant un trajet quotidien sur de grandes distances, ce qui suppose renoncer

plus ou moins au réseau de solidarité communautaire. Si l'on est immigrant, il est souvent nécessaire de faire d'abord l'acquisition de l'anglais, et de surmonter divers obstacles supplémentaires, tels que faire reconnaître ses diplômes et acquérir une expérience de travail en contexte canadien. Il existe donc une relation étroite en milieu minoritaire entre la mondialisation et la mobilité géographique, comme condition à la mobilité sociale, et le maintien des liens au réseau de solidarité familial, communautaire et institutionnel, ce qui peut influencer la reproduction sociale de la communauté francophone.

Pour conclure, insistons sur le fait que comparé au système d'éducation primaire, secondaire ou collégial, le secteur de l'alphabétisation fait figure de parent pauvre, avec des emplois de formateurs non syndiqués et contractuels, même s'il s'agit d'emplois exigeant une formation linguistique et des aptitudes exceptionnelles dans le domaine de la pédagogie. Les agences d'alphabétisation doivent relever plusieurs défis. Premièrement, il est difficile d'identifier et de rejoindre toutes les clientèles potentielles. Deuxièmement, il faut fournir des programmes personnalisés selon les besoins et l'expérience de vie spécifiques des apprenant(e)s, et les formateurs sont parfois tiraillés entre les politiques officielles et les besoins réels des apprenants.

Enfin, et cela est propre aux milieux francophones : le système d'éducation en langue française est conçu principalement en fonction des étudiants qui désirent poursuivre une trajectoire académique, et il n'existe pas énormément de possibilités de passer de l'école à la formation professionnelle ou au monde du travail, voire à la formation post-secondaire en langue française. Pour les jeunes, le passage de l'école à la formation professionnelle, à l'emploi, ou aux études post-secondaires, veut aussi dire bien souvent le passage du français à l'anglais. Par contre, une fois en milieu de travail certains employeurs offrent la possibilité à leurs employés d'améliorer leurs compétences langagières, soit à l'oral, soit à l'écrit, en leur fournissant des cours de langue, parfois avec l'aide des agences d'alphabétisation. Le but de ces cours est de fournir un meilleur service à leur clientèle et dans certains cas de permettre à leurs employés d'accéder à des postes qui requièrent des compétences linguistiques en français. Il n'en demeure pas moins cependant que plusieurs employés bilingues se voient confinés aux services à la clientèle en raison de leur bilinguisme et ils se voient ainsi limités au moment d'obtenir une promotion vers des emplois axés davantage sur une expertise professionnelle. Si l'importance du bilinguisme, voire du plurilinguisme, dans une économie mondialisée semble faire consensus, c'est à dire si elle fait l'objet d'un discours dominant, on constate néanmoins que l'exploitation des ressources linguistiques demeure sous-valorisée.

3) Formation de chercheurs

Quatre étudiants ont bénéficié d'une formation à la recherche qui leur sera profitable dans le cadre de la réalisation de leurs propres recherches. En particulier, Sylvie Roy complète présentement une thèse de doctorat sur la valeur des ressources langagières en milieu de travail dans la région de Niagara, et sa participation au projet lui a permis de comparer ses données avec celles recueillies dans le cadre du présent projet. Roger Lozon, qui réalise une thèse de doctorat sur le marché linguistique et l'insécurité linguistique dans le Sud-Ouest de l'Ontario, s'est familiarisé avec les techniques de la recherche, des techniques qu'il a pu appliquer pour son propre projet de recherche, et il a pu contraster ses données avec celles recueillies dans le cadre du présent projet. Le projet a été réalisé en équipe, incluant autant que possible un membre des agences d'alphabétisation locales et un universitaire dans Simcoe et Niagara, dans l'optique d'une formation mutuelle en conformité avec les objectifs du programme de subvention "Valoriser l'alphabétisme au Canada", où les agents d'alphabétisation ont l'occasion de se former à la recherche scientifique, tandis que les universitaires ont l'occasion de faire une immersion sur le terrain.

4) Équipe de recherche

Partie B - Activités de communication

L'équipe de recherche était formée de Normand Labrie (chercheur principal, OISE/UT), Nathalie Bélanger et Monica Heller (co-chercheuses, OISE/UT), Fasal Kanouté (collaboratrice, chercheuse postdoctorale, Université de Montréal), Jurgen Erfurt (collaborateur et professeur Institut für romanischen Sprachen und Literaturen, Johann-Wolfgang-Goethe Universität, Francfort/Main) et Gabriele Budach (collaboratrice et étudiante au doctorat, Francfort/Main), Normand Savoie (partenaire, directeur d'ABC-Communautaire de Welland), Syla Arsenault (partenaire, coordinatrice d'Alpha-Huronie de Penetanguishene), Odette Bussièrès, Daniel Marchildon et Gisèle Mellish (agents d'alphabétisation/chercheurs, Alpha-Huronie). Mélanie Knight et Nancy Trudel (étudiantes à la maîtrise et assistantes de recherche), Roger Lozon et Sylvie Roy (étudiants au doctoral et assistants de recherche).

5) Aspects internationaux

Le projet de recherche a profité de la collaboration de trois chercheurs de l'extérieur. Fasal Kanouté, professeure adjointe de l'Université de Montréal et chercheuse postdoctorale au CREFO, a apporté une contribution originale à l'étude du contexte torontois, grâce à son expertise sur les réalités africaines et sur les problématiques des nouveaux arrivants à Montréal. Jurgen Erfurt, professeur titulaire à l'Université de Francfort, spécialiste des rapports entre l'écrit et l'oral, et spécialiste des minorités francophones au Canada, a contribué à la conception et à la réalisation de l'étude. Gabriele Budach, candidate au doctorat à l'Université de Francfort, dont la thèse porte sur l'alphabétisation dans les trois régions visées par l'étude, a fourni des conseils et des commentaires critiques tout au long du projet. Par ailleurs, les résultats préliminaires ont été présentés dans des colloques d'envergure nationale et internationale (ACFAS, Colloque de l'Association suisse de linguistique appliquée), et un article a été publié dans la *Revue canadienne des langues vivantes*, dont la diffusion est internationale.

6) Conservation des données

Nous avons effectué une quarantaine d'entrevues semi-dirigées par région (43 dans la Péninsule de Niagara, 47 dans la région de Simcoe et 40 dans la région de Toronto) à partir d'une grille d'entretien thématique. Nous avons également recueilli de la documentation, ainsi que rédigé des rapports d'observation d'événements et des rapports de synthèse lors des séances de cueillettes de données. Les réunions régulières de l'équipe de recherche ont donné lieu à la rédaction de procès verbaux. La moitié des entrevues ont été transcrites et les entrevues transcrites ont été codifiées à l'aide du logiciel NUD*IST. L'ensemble de ces données sont centralisées au CREFO. Elles demeurent accessibles à l'équipe de chercheurs, ainsi qu'aux étudiants gradués qui désireraient s'en servir dans le cadre de leur thèse.

7) Questions ou problèmes

S/O